



**Pôle  
Public  
Financier**  
au service des Droits !

**Le Collectif**  
**« Pour un Pôle public financier  
au service des Droits »**  
et  
**«La Plateforme Logement  
des Mouvements sociaux»**



*appellent à un rassemblement Mercredi 25 juillet à 12H  
face au ministère de l'économie, pour exiger:*

- ◆ **Le doublement immédiat du plafond Livret A**
- ◆ **L'arrêt du siphonage du livret A par les banques sans contrepartie d'intérêt général (100 milliards sur 300 milliards d'encours)**
- ◆ **La centralisation totale de la collecte à la Caisse des dépôts et consignations pour le financement du logement social et des missions d'intérêt général**

Sous la pression des patrons des banques et assurances, relayés par le gouverneur de la banque de France, le Gouvernement pourrait remettre en cause l'engagement de François Hollande de doubler le plafond du Livret A pour financer la production minimum de 150 000 logements sociaux, et la réhabilitation thermique d'un million de logements par an. Pour atteindre cet objectif, la collecte doit commencer immédiatement.

Le ministre de l'Économie, Pierre Moscovici a annoncé que le relèvement du plafond du Livret A devrait intervenir « au rythme des besoins », et qu'il veillerait « à établir un calendrier qui réponde bien aux besoins, sans déstabiliser les acteurs concernés ».

Nous n'avons pas oublié que les « acteurs concernés » n'ont pas eu à se plaindre de Nicolas Sarkozy qui a leur a permis, non seulement

de distribuer le Livret A, mais surtout de disposer de 35% des fonds collectés, aujourd'hui 100 milliards ( rapport de l'Observatoire de l'épargne réglementée 2011) – tout en percevant une commission pour frais de collecte – et cela en l'absence de toute injonction de la Commission européenne et sans obligation de contrepartie d'intérêt général.

Rappelons qu'il existe 60 millions de Livret A dans notre pays.

Le risque de ponction de 1,5 milliard d'euros sur le budget du 1% logement qui actuellement finance le logement social, et le refus par Bercy de consacrer 10 millions d'euros à financer des places d'hébergement supplémentaires alors que le dispositif d'accueil des sans logis est complètement engorgé et que les expulsions se multiplient, sont des signaux inquiétants.

**Afin de financer une politique pour satisfaire les droits et besoins fondamentaux au premier rang desquels le logement, mais aussi l'emploi, la santé, les transports en communs, l'éducation et les équipements et contribuer à d'autres missions d'intérêt général :**

**Tous ensemble le 25 juillet 2012  
à partir de 12h00  
Place du Bataillon de Pacifique  
métro Bercy Paris 75012**

**Collectif pour un Pôle Public Financier au service des droits**  
<http://pourunpolepublicfinancier.org/>  
**Plate forme logement des mouvements sociaux**  
<http://contrelologementcher.org/>

